

ASSEMBLÉE NATIONALE

5 octobre 2022

PLF POUR 2023 - (N° 273)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° I-1168

présenté par

Mme Sas, M. Bayou, Mme Arrighi, M. Ben Cheikh, Mme Batho, Mme Belluco, Mme Chatelain,
M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, M. Julien-Lafferrière, Mme Laernoës, M. Lucas,
Mme Pasquini, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sebaihi,
M. Taché, Mme Taillé-Polian et M. Thierry

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 8, insérer l'article suivant:**

I. – Le code des impositions sur les biens et services est ainsi modifié :

1° Le tableau du second alinéa de l'article L. 422-22 est ainsi rédigé :

«

Destination finale	Services additionnels à bord dont bénéficie le passager, sans supplément de prix, par rapport à d'autres passagers ou type d'aéronef	Minimum (€)
Européenne ou assimilée	Aucun service additionnel	31,13
	Présence de services additionnels	191,27
	Aéronefs privés à l'exception des aéronefs utilisés pour les besoins des autorités publiques	371,27
Destination mentionnée par l'article L. 422-22 bis	Aucun service additionnel	34,51
	Présence de services additionnels	225,07
	Aéronefs privés à l'exception des aéronefs utilisés pour les besoins des autorités publiques	405,07
Autre destination	Aucun service additionnel	64,51
	Présence de services additionnels	445,07
	Aéronefs privés à l'exception des aéronefs utilisés pour les besoins des autorités publiques	1245,07

»

2° Après le même article L. 422-22, il est inséré un article L. 422-22-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-2-1. – Les États, hors espace économique européen, considérés comme destination tierce à moins de 2 200 kilomètres sont les suivants :

1. La Principauté d'Andorre ;
2. La Principauté de Monaco ;
3. Le Royaume uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ;
4. La République de Saint-Marin ;

5.	La	Confédération	Suisse ;
6.	La		Bosnie-Herzégovine ;
7.		La	Serbie ;
8.		Le	Kosovo ;
9.		Le	Monténégro ;
10.			L'Albanie ;
11.	La	Macédoine	du Nord ;
12.		La	Biélorussie ;
13.			L'Ukraine ;
14.		Le	Maroc ;
15.			L'Algérie ;
16.		La	Tunisie ;
17.		La	Libye ;
18.	La Turquie. »		

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement reprend la demande des citoyens de la Convention Citoyenne pour le Climat concernant l'adoption d'une écocontribution renforcée sur les billets d'avion. Par ailleurs, en Europe, plusieurs pays ont déjà mis en place ce type de taxe : le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Suède et la Norvège.

D'après l'ADEME, le transport aérien émet 14 à 40 fois plus de CO₂ que le train par kilomètre parcouru et personne transportée. D'autre part, hormis les émissions de CO₂, l'aviation affecte le climat en émettant d'autres gaz à effet de serre (GES) et en formant des traînées de condensation qui favorisent le réchauffement de la surface de la Terre.

Pour autant, ce mode de transport bénéficie d'un nombre important d'exonérations de taxes sur les carburants et sur la TVA, qui encouragent ce mode de transport au détriment des transports bas-carbone. Enfin, le transport aérien bénéficie de subventions importantes de la part de l'État.

Le PLF2022 prévoyait ainsi 337,8 millions d'euros pour l'Exploitation et l'Innovation de la navigation aérienne. Les aéroports métropolitains bénéficient également de subventions estimées à 170 millions d'euros par an, d'après l'association Qualité Mobilité.

Au-delà d'un effet dissuasif permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre, la taxe rapporterait 4,2 milliards d'euros au budget de l'État, d'après la Direction générale de l'aviation civile (DGAC). Des financements nécessaires qui permettront de favoriser les transports bas-carbone et d'améliorer les réseaux de transport.

Ainsi, afin d'envoyer un signal cohérent avec l'Accord de Paris et les engagements climatiques de la France, l'objectif de cette proposition est de mieux refléter les dommages environnementaux générés par le transport aérien.